LEMONDE.FR | 04.03.12 | 10h30

Que proposent les candidats en matière d'éducation ? AFP/FREDERICK FLORIN

Nicolas Sarkozy a présenté cette semaine ses propositions sur la politique de l'éducation, axée sur un renforcement de la présence des enseignants pour mieux accompagner les élèves. Mais la politique de l'éducation s'articule aussi autour d'autres thématiques comme l'apprentissage, les rythmes scolaires ou l'université ; quels sont les propositions des candidats sur l'éducation ?

UN ACCES PLUS DEMOCRATIQUE A L'ENSEIGNEMENT ET UNE UNIFORMISATION DE L'ECOLE

Pour **Nathalie Arthaud** (Lutte ouvrière), **Philippe Poutou** (Nouveau parti anticapitaliste) et **Jean-Luc Mélenchon** (Front de gauche), la politique de l'éducation s'axe autour du renforcement des services publics et d'une normalisation de l'école. Tous trois sont pour l'arrêt du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite et pour l'embauche d'enseignants et de personnels de l'éducation dont ils souhaitent revoir la formation (notamment au handicap).

Les candidats de LO et du NPA proposent la création d'un service public de la petite enfance et, avec le candidat du Front de gauche, ils souhaitent scolariser les enfants dès 2 ans. Par ailleurs, ils sont fermement opposés à toute orientation précoce et M. Poutou propose une école commune sans sélection ni orientation de 3 à 18 ans quand M. Mélenchon souhaite que les mêmes programmes soient enseignés à tous jusqu'à la fin du collège et que la scolarité soit obligatoire jusqu'à 18 ans.

Sur les rythmes scolaires, le candidat du NPA propose plus de souplesse et de réserver le temps scolaire au matin et l'après-midi aux activités extra-scolaires. Il propose en outre d'ouvrir un débat public sur les contenus des cours et défend, comme Mme Arthaud, un système sans note ni classement.

Concernant les études supérieures, M. Poutou souhaite construire au moins 220 000 logements étudiants et accorder une allocation d'autonomie aux étudiants, tout comme M. Mélenchon, qui veut augmenter les montants des bourses. Tous deux refusent par ailleurs une privatisation du secteur (ils sont pour l'abrogation de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU)) et une perte de la mainmise de l'Etat aux profit des entreprises dans l'université.

Avec un peu moins de ferveur, **Eva Joly** (Europe Ecologie - Les Verts) défend elle aussi une uniformisation de l'école avec la mise en place d'une *"école fondamentale"* réunissant le primaire et le secondaire. Elle souhaite également l'arrêt du *"un sur deux"* et veut embaucher 20 000 postes de cadres éducatifs et enseignants, dont elle compte rétablir l'année de formation en alternance avec la pratique en classe (supprimée en 2009). Mme Joly propose enfin de revoir le système d'affectation des enseignants, notamment dans les zones difficiles (allègement des charges horaires et pas d'affectation non désirée pour les enseignants de moins de cinq ans d'expérience). Elle compte également créer un service public de la petite enfance et 400 000 places d'accueil pour les jeunes enfants.

Par ailleurs, la candidate met en avant les innovations pédagogiques dans les cours ainsi que les activités artistiques et culturelles. Elle propose également un plan national d'éducation à la préservation de la nature et de systématiser l'enseignement des sciences de la nature à tous les niveaux. Comme Philippe Poutou et Nathalie Arthaud, elle souhaite abandonner le système des notes.

La candidate d'EELV souhaite enfin la construction d'au moins 50 000 chambres universitaires, l'abaissement des frais d'inscription à l'université et l'abrogation la loi LRU (qu'elle remplacera par une *"loi élaborée avec la participation de tous les acteurs"*).

Corinne Lepage (Cap21), comme l'autre candidate écologiste Mme Joly, veut introduire davantage d'innovation dans les programmes scolaires en s'ouvrant à d'*"autres formes d'apprentissage des connaissance*" et réviser les rythmes scolaires.

Dans le supérieur, elle ne compte pas revenir sur la LRU et propose de concentrer les efforts sur quelques universités (metttre en place une *"Silicon Valley à la française"*). Elle suggère un nouveau modèle d'établissement, offrant des formations professionnelles en deux ans et servant aussi de lieux de vie ouverts sept jours sur sept.

François Hollande (Parti socialiste) attache lui aussi une certaine importance à l'acquisition d'un même socle commun de compétence pour tous, particulièrement sur les fondamentaux (français, mathématiques, etc.). Le candidat socialiste, qui propose de scolariser les enfants dès 2 ans et de créer un service public de la petite enfance, souhaite par ailleurs revoir les rythmes scolaires en allongeant l'année pour alléger les journées de travail. Pour les jeunes sortis de l'école à 16 ans et sans formation, il veut proposer une *"solution de formation, d'apprentissage ou un service civique",* pour, à terme, diviser par deux le nombre de jeunes sortant sans qualification du système scolaire.

M. Hollande compte également arrêter le *"un sur deux"* dans l'éducation et embaucher 60 000 professionnels de l'enseignement – sans pour autant augmenter le nombre global de fonctionnaires. Il propose de revaloriser leur salaire et de restaurer l'année de formation pratique.

Dans les études supérieures, il souhaite décloisonner les filières universitaires et renforcer les passerelles pour éviter des spécialisation trop précoce et réformer la loi LRU pour une *"autonomie réelle des établissements".* Enfin, il souhaite lui aussi créer un système d'allocation d'étude.

Dominique de Villepin (République solidaire), un peu comme ses concurrents d'extrême gauche, se prononce pour une solide école commune et continue de 3 à 18 ans. Mais il suggère de la diviser en deux parties, avec une *"école du socle"* commune à tous jusqu'à 14 ans et une *"école de la détermination"* avec orientation et spécialisation progressive jusqu'à 18 ans et compte ainsi sortir du collège unique. Il propose la suppression des ZEP et le transfert de ces crédits vers un *"droit personnalisé à l'enseignement prioritaire"* affecté anonymement à des élèves en fonction de critères scolaires et sociaux.

L'ancien premier ministre veut également rendre possible l'apprentissage dès 14 ans et propose de créer des grands établissements régionaux pour les études supérieurs tout en interdisant le recrutement local des enseignants-chercheurs. Il veut également permettre l'accès à un *"revenu citoyen"* de 550 euros par mois dès 18 ans et reserver des places dans toutes les filières sélectives (CPGE, STS, IUT) aux 5 % des élèves de chaque lycée ayant eu les meilleurs résultats au bac

Concernant les statuts des enseignants, M. de Villepin propose d'introduire une distinction entre les jeunes enseignants et les enseignants confirmés dans les horaires, les mutations, les rémunérations et de développer les passerelles à mi parcours dans les carrières.

UNE EDUCATION PLUS PERSONNALISÉE

Nicolas Sarkozy (Union pour un mouvement populaire) veut lui un renforcement de la présence des enseignants pour un meilleur encadrement individuel des élèves. Tout en donnant plus d'autonomie aux chefs d'établissement, il propose aux enseignants du secondaire qui le souhaitent de pouvoir travailler huit heures de plus par semaine (passer de dix-huit à vingt-six heures hebdomadaires) pour augmenter leur salaire d'environ 25 % (soit 500 euros par mois). Le but est d'augmenter leurs horaires de présence dans les établissements pour mieux accompagner les élèves qui éprouvent des lourdes difficultés scolaires.

Il a également annoncé qu'il arrêterait le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite dans le primaire. Dans la même idée d'accompagnement personnalisé des élèves, le candidat de l'UMP veut, comme M. Bayrou, sortir du collège unique et permettre l'entrée en apprentissage dès 14 ans.

M. Sarkozy a par ailleurs montré sa satisfaction envers les "internats d'excellence" qu'il compte pérenniser. Sur le supérieur, pas plus de propositions, si ce n'est la poursuite de la loi LRU qu'il a lui-même fait voter.

UNE ÉCOLE PLUS CLASSIQUE ET LA PRIORITÉ AUX FONDAMENTAUX

François Bayrou (Mouvement démocrate) prône une école plus individualisée et adaptée aux parcours des élèves avec la sortie du collège unique au profit d'un *"collège hors les murs"* avec des pédagogies adaptées. Il veut en outre donner plus d'autonomie aux chefs d'établissement.

Comme François Hollande, le candidat du MoDem estime qu'il faut donner la priorité à l'apprentissage des contenus fondamentaux et propose de consacrer 50 % du temps scolaire en primaire à l'écrit et au français mais aussi *"informer les élèves sur ce qu'ils ne maîtrisent pas : les codes de comportement, d'habillement, de langage, les chemins de la confiance en soi".* M. Bayrou, qui souhaite par ailleurs que le contenus des programmes soient débattus au Parlement, veut, comme son concurrent socialiste, alléger les journées de travail.

Sans augmenter les effectifs de l'éducation nationale, il propose de réduire le nombre d'élèves par classe dans les établissements où cela est nécessaire. Tout en prônant un encadrement des élèves après la fin des cours (il avait créé les "études dirigées" en 1996, lorsqu'il était ministre de l'éducation), il souhaite que les temps de travail des enseignants puissent être étendus, mais seulement sur la base du volontariat. Concernant leur formation, il souhaite restaurer l'année de formation en alternance avec la pratique en classe et maintenir les concours de recrutement nationaux pour les enseignants du second degré.

Le candidat du MoDem met également l'accent sur l'apprentissage qu'il veut *"favoriser, soutenir et valoriser"* notamment en créant de nouveaux centres de formations. Il ne développe pas davantage de propositions sur l'enseignement supérieur si ce n'est de repenser la classe de terminale comme une préparation aux études supérieures.

Nicolas Dupont-Aignan (Debout la République), veut lui avant tout revenir aux fondamentaux dans les programmes scolaires et restaurer le respect de l'école et de l'enseignant : il propose d'augmenter le nombre d'heures de français dans le primaire (passer de dix à seize heures hebdomadaires) et permettre l'exclusion des élèves *"gravement perturbateurs"* pour les prendre en charge dans un *"environnement spécialisé, à vocation disciplinaire et éducative".* Les enseignants seront en outre mieux formés à l'autorité.

Le candidat souverainiste souhaite également revoir les rythmes scolaires, en revenant à la semaine de quatre jours et demi dans le premier degré et dédoubler les classes de CP. Il compte d'ailleurs stopper le "un sur deux" pour recruter 30 000 enseignants, principalement pour les premières classes.

Sur le supérieur, le candidat de DLR veut, en dix ans, porter à 2 % du PIB l'effort budgétaire dans ce secteur pour *"permettre un accès plus démocratique"* à l'enseignement supérieur par des bourses au mérite et la réduction des frais d'inscription.

Marine Le Pen (Front national) insiste également sur le respect de l'enseignant et de l'école (la *"valeur discipline"*) et l'apprentissage des fondamentaux, dont elle veut augmenter les volumes horaires. Comme M. Sarkozy, elle souhaite individualiser davantage l'école, donner plus d'autonomie aux chefs d'établissement, sortir du collège unique et permettre l'entrée en apprentissage dès 14 ans. La candidate frontiste propose d'arrêter le *"un sur deux"* et de remplacer tous les départs à la retraite sans pour autant réembaucher.

Elle veut par ailleurs placer des détecteurs de métaux à l'entrée des établissements les plus dangereux et compte interdire l'accès à l'école pour les enfants de sans-papiers. Mme Le Pen veut créer un service public de l'enseignement supérieur et généraliser le regroupement des universités en pôles de recherche et d'enseignement. Enfin, elle souhaite que les étudiants français soient prioritaires dans l'attribution des logements étudiants.

Hélène Bekmezian